

ditions, il nous semble difficile de croire que cette forte augmentation du prix de l'huile soit vraiment nécessaire.

Cette société croyait qu'il serait possible d'obtenir du combustible à bon marché grâce à la *Trans Mountain Pipe Line Company*. Une fois l'autre forme d'énergie éliminée, les prix de l'huile ont commencé de monter. C'est ce qui arrive quand on met tous ses œufs dans le même panier. Il en sera de même pour le gaz naturel. Ceux qui ont l'impression qu'on pourra se procurer du gaz à bon marché à Montréal ou à Toronto une fois éliminée la concurrence d'une autre forme d'énergie, se préparent d'amères désillusions.

M. Hahn: On y vend encore du charbon, j'en achète moi-même.

M. Gillis: Vous pourrez me répondre plus tard et prononcer un discours. Si vous voulez défendre l'*Imperial Oil*, libre à vous.

M. Hahn: Je ne veux pas la défendre; je dis qu'il y a encore du charbon là-bas.

M. Gillis: Vous êtes toujours à la merci de la société quand la concurrence est supprimée. J'ai reçu une communication d'un petit industriel de Toronto qui utilise maintenant de l'huile parce qu'il supposait que cela lui coûterait moins cher. Il m'a demandé où il pourrait s'adresser pour commander du charbon de la Nouvelle-Écosse à des fins de production d'énergie. Il a changé pour l'huile mais cela lui coûte maintenant tellement cher qu'il lui faut y renoncer. Tout ce que je veux dire c'est qu'il faut étudier assez soigneusement cette question du combustible.

Vous pouvez trouver dans les journaux des États-Unis et dans ceux du Canada des exemples où des pipe-lines à gaz se sont rompus, où des usines ont éprouvé des difficultés techniques; on a dû faire déménager des gens et leur trouver des maisons qui n'étaient pas chauffées au gaz en attendant que les réparations soient faites. On s'exposera à tous ces dangers, surtout avec un pipe-line venant de l'Alberta et allant jusqu'à la province de Québec.

Je regrette que le ministre des Mines et des Relevés techniques quitte son poste à la dissolution du parlement actuel. Il semble que ces gens doivent nous quitter au moment où ils commencent tout juste à être formés. Le ministre a fait du bon travail. J'espère qu'avant son départ du ministère il nous laissera, à titre de souvenir, une commission nationale de l'énergie chargée d'aplanir toutes les difficultés actuelles et futures dans le domaine des combustibles.

Je pense que l'un des principaux problèmes de notre pays est celui de la décentralisation de l'industrie. Je pense que la

province d'Ontario a des difficultés maintenant et va se trouver en face de graves problèmes d'ici quelques années par suite d'une expansion excessive. S'adressant aux maires du Canada il y a quelques années, M. Frost a dit sans ambiguïté que tout ce surcroît d'expansion dans la province posait des problèmes écrasants aux municipalités tant dans le domaine scolaire que dans les autres dont elles ont la charge.

C'est une idée qu'appuie assez bien un éditorial du numéro du 6 février du *Journal d'Ottawa*. Dans un discours prononcé à l'assemblée législative par l'un des principaux lieutenants de M. Frost, on trouve un exposé des difficultés financières qu'éprouve la province. L'orateur a déclaré que la province avait eu l'an dernier un déficit de 45 millions, et que la dette actuelle s'élevait aux alentours de 700 millions de dollars. Il a ensuite donné un exposé des dépenses supplémentaires prévues pour les quelques prochaines années, et a terminé en disant que si Ottawa n'envoyait pas plus d'aide, la province d'Ontario serait obligée de percevoir des taxes supplémentaires, des taxes sur les sociétés, et peut-être même de prendre pied dans le domaine de l'impôt sur le revenu. Il me semble que l'Ontario résoudrait ses problèmes en décentralisant son industrie. Cette décentralisation aidera considérablement M. Frost. Bon nombre des industries que l'on fonde à l'heure actuelle dans cette province pourraient être expédiées vers d'autres régions du pays, et ceci est surtout valable pour les industries secondaires. La place ne manque pas pour elles dans les provinces Maritimes. Ne croyez surtout pas ceux qui prétendent que la Nouvelle-Écosse manque de sources d'énergie. La Nouvelle-Écosse peut fournir en énergie toute industrie qui désire s'y installer. Ce n'est pas moi qui le dis, c'est le Conseil économique des provinces de l'Atlantique qui fait des recherches dans ce domaine depuis plusieurs années.

La décentralisation permettrait à cette province de surmonter certaines de ses difficultés. Comme on l'a dit cet après-midi, notre pays serait très vulnérable en temps de guerre. Deux ou trois bombes atomiques bien placées arrêteraient toute circulation au Canada. Comme cet éditorial le signale clairement, les difficultés financières de cette province tiennent à ce qu'il lui faut distribuer des fonds aux municipalités pour toutes sortes de services. Elle veut progresser trop vite. Les services rendus nécessaires par l'arrivée de nouveaux citoyens, par l'établissement de nouvelles industries et par l'expansion des industries déjà établies imposent au gouvernement provincial et aux municipalités un